

# NOUVEAU PARTENARIAT POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE ( NEPAD)

## 1 PRÉSENTATION

Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), en anglais *New Partnership for African Development*, plan adopté en octobre 2001 par seize chefs d'État africains avec l'objectif de combler le retard qui sépare l'Afrique des pays développés et de renforcer sa présence et son rôle dans l'économie mondiale.

Plus connu sous son abréviation anglaise NEPAD, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique est conçu comme un contrat passé avec la communauté internationale (en fait les pays développés), proposant d'échanger **bonne gouvernance** et libéralisme contre investissements massifs et aide au développement.

## 2 ÉLABORATION ET ADOPTION

Né d'une volonté des chefs d'État africains de ne pas attendre que des propositions nouvelles pour le développement de leur continent émanent des grands pays industrialisés, le NEPAD est le fruit du constat des échecs essuyés par tous les plans d'aide portés par les bailleurs de fonds, sans une véritable implication des peuples africains. Il est initié par les trois plus importants États d'Afrique — l'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Algérie —, désireux de rompre avec un passé autoritaire ou en proie à la corruption (apartheid, dictatures militaires), et d'instaurer de nouvelles relations avec les pays riches, où la logique du partenariat se substituerait à celle de l'assistance.

Le NEPAD résulte de la synthèse de deux projets : le Millennium African Plan (MAP), émanant des présidents Olugusun Obasanjo (Nigeria), Thabo Mbeki (Afrique du Sud) et Abdelaziz Bouteflika (Algérie), et le Plan Omega, proposé par le Sénégalais Abdoulaye Wade au nom de l'Afrique noire francophone. Ces projets fusionnent en juin 2001 à Lusaka (Zambie) sous l'appellation de « Nouvelle initiative africaine ». Avec l'intégration de l'Égypte d'Hosni Moubarak, puis de huit autres pays des grandes régions du continent, cette initiative se présente comme engageant toute l'Afrique. Rebaptisée Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), elle est adoptée par

seize chefs d'État lors du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) d'Abuja (Nigeria), en octobre 2001. La direction politique du NEPAD est confiée à dix chefs d'État issus des cinq régions définies par le texte (Afrique de l'Ouest, Afrique du Nord, Afrique centrale, Afrique de l'Est et Afrique australe), à raison de deux par région.

### 3 PRINCIPES FONDATEURS

Le document présidant à l'adoption du NEPAD met l'accent sur la démocratie et la gouvernance : « le continent prend l'engagement de respecter les normes mondiales en matière de démocratie, dont les principales composantes sont le pluralisme politique, [...] l'organisation périodique d'élections démocratiques libres, justes et transparentes afin de permettre aux populations de choisir librement leurs dirigeants. » Tout en pointant la responsabilité des bailleurs de fonds — « On pourrait citer de nombreux exemples démontrant que l'échec d'un projet n'est pas seulement dû à une mauvaise performance du bénéficiaire mais aussi à de mauvais conseils des bailleurs de fonds » —, et en insistant sur leur engagement à augmenter l'aide et ouvrir leurs marchés aux produits africains, le document fonde aussi la réussite du partenariat sur la nécessité pour les Africains de prendre en main leur propre destin : « En proposant cette association, l'Afrique reconnaît qu'elle détient la clé de son propre développement. »

### 4 OBJECTIFS ET PRIORITÉS

Le NEPAD est destiné à enrayer la marginalisation de l'Afrique en l'intégrant dans le processus de mondialisation. Ce continent, qui abrite 13 p. 100 de la population mondiale, ne compte plus que pour 1,7 p. 100 dans les échanges internationaux. Au cours des années 1970, sous l'effet du contre-choc pétrolier, les pays développés se sont engagés à réserver 0,7 p. 100 de leur produit intérieur brut (PIB) aux pays en voie de développement, une promesse non tenue, en particulier de la part des pays les plus riches. Le bilan politique est en outre dramatique : en quarante ans d'indépendance, le continent a connu quelque quatre-vingts coups d'États et trente guerres faisant sept millions de victimes et dix millions de réfugiés.

Pour rompre avec le passé et réaliser un développement durable, le NEPAD préconise une approche globale et fixe dix thèmes prioritaires, chacun de ces secteurs d'action étant confié à l'un des cinq pays initiateurs : la **bonne gouvernance** publique, la **bonne gouvernance** de l'économie privée, les infrastructures, l'éducation, la santé, les nouvelles technologies de l'information

et de la communication (TIC), l'agriculture, l'environnement, l'énergie, l'accès aux marchés des pays développés.

Cette initiative apparaît à beaucoup comme une dernière chance pour l'Afrique de monter dans le train du développement. Elle n'est cependant pas sans susciter de nombreuses réserves, notamment sur la capacité des dirigeants africains à respecter et faire respecter les principes de la **bonne gouvernance**, politique, économique et sociale, d'autant plus que l'application de ces critères passe par un mécanisme, facultatif, de contrôle par les pairs.